

BENOÎT COLLOMBAT
DAVID SERVENAY

La Fédé

Comment les socialistes ont perdu le Nord

ÉDITIONS DU SEUIL
25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e

À mes parents, qui m'ont donné le goût de la politique.
À Cyrille Darras, ancien secrétaire de la mairie de Beaumont,
admirateur de Jaurès et de Blum.

B. C.

Pour Ariane et sa génération, qui devront réenchanter la politique.

D. S.

Introduction

Liévin, 17 juin 2012, 20 heures.

Un tremblement de terre vient de se produire aux pays des corons.

Pour la première fois depuis plus de trente ans, le maire de Liévin Jean-Pierre Kucheida n'est pas réélu député de la 12^e circonscription du Pas-de-Calais. Contre toute attente, c'est un jeune socialiste de 35 ans, conseiller municipal de Wingles et petit-fils de mineur, envoyé au feu par la première secrétaire du Parti socialiste (PS), Martine Aubry, qui est élu, avec 56,81 % des voix, face à la candidate du Front national (FN). Nicolas Bays reçoit immédiatement un texto de félicitations du ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, pourfendeur des barons du Pas-de-Calais. Puis c'est un coup de téléphone de la patronne du PS : « Elle m'a dit que le courage payait et qu'on allait reconstruire le parti », explique Nicolas Bays.

Plus humiliant encore : Kucheida, le député sortant à qui le PS avait refusé l'investiture socialiste, n'a même pas pu franchir le premier tour, faute d'atteindre le quorum de 12,5 % des inscrits. Depuis plusieurs mois, le PS du Pas-de-Calais est dans la tourmente. Jean-Pierre Kucheida, à la tête de la structure chargée de gérer les 62 000 logements du bassin minier (l'Épinorpa-Soginorpa), est notamment mis en cause dans une enquête préliminaire pour abus de biens sociaux, pour avoir utilisé sa carte bancaire professionnelle à des fins personnelles. La pilule a du mal à passer pour une population qui entend son maire se présenter

à longueur de journée comme l'avocat des mineurs et de leurs ayants droit... alors qu'il s'offre des repas gastronomiques pour le prix d'un smic. Aux frais de la princesse. Fait inédit, pendant la campagne, certains électeurs ont même claqué leur porte au nez du maire de Liévin, lorsque celui-ci s'aventurait dans les corons réhabilités. Dans la commune de « Kuche », comme le surnomment ses amis, son rival jeune socialiste remporte son meilleur score : 60 % des voix. Scène incroyable : l'Hôtel de Ville de Liévin est resté fermé le soir du second tour, au nez et à la barbe du nouvel élu. Comme en signe de deuil. « On n'a pas le cœur à faire la fête », lâche Laurent Duporge, le fidèle bras droit de Kucheida, également trésorier de la fédération socialiste du Pas-de-Calais. « Je me dis peut-être que c'était le combat de trop », commente Jean-Pierre Kucheida, une semaine après son élimination surprise. « Cela faisait trente et un ans que j'étais député. Savez-vous quelle est la moyenne des parlementaires ? Sept ans. La population m'a donc largement suivi. »

À Béthune aussi, une page se tourne. Le maire de la ville, Stéphane Saint-André, un radical de gauche investi par le PS, pourfendeur du « système Mellick » (après avoir été chargé de mission au cabinet du ministre et maire de Béthune de 1991 à 1996) est élu député dans la 9^e circonscription. Au second tour, l'ancien maire de la ville, Jacques Mellick, avait clairement appelé à le faire battre, allant jusqu'à faire campagne... en faveur du candidat de l'Union pour un mouvement populaire (UMP), André Flajolet ! Cela n'aura pas suffi. Reclus dans son fief de l'Hôtel de Région, Daniel Percheron analyse en silence ce qu'il sait être le début de la fin d'une aventure commencée il y a bientôt quarante ans.

Kucheida, Mellick, Percheron... C'est la fin d'une époque, celle d'une génération d'élus qui a pris le pouvoir dans les années 1970 contre la SFIO (Section française de l'internationale ouvrière) de Guy Mollet et les bastions communistes. « Symboliquement, que Bays évince Kucheida, ça me fait un peu penser à Kucheida et Percheron qui évincent Guy Mollet », explique le directeur de

INTRODUCTION

l'Institut d'études politiques de Lille, Pierre Mathiot. « C'est le congrès d'Épinay qui s'effondre, résume l'adjoint aux finances de la mairie de Béthune, Yvon Bultel. Il faut installer de nouvelles pratiques politiques pour faire reculer le Front national. » Même le président socialiste du conseil général du Pas-de-Calais, Dominique Dupilet, 68 ans, sent bien que le vent est en train de tourner : « La population du Pas-de-Calais a voulu exprimer une volonté de renouveau générationnel, déclare-t-il au lendemain des législatives. Mais aussi un renouveau de la fédération. On ne peut plus vivre sur des baronnies. Il faut du changement. Et il ne faut pas traîner. »

Les premières secousses du séisme sont nombreuses. Elles frappent aussi d'autres fiefs du bassin minier, où le Front national ne cesse de progresser, malgré la défaite sur le fil de Marine Le Pen.

Hénin-Beaumont. 17 juin 2012. 20 heures.

« Je crois qu'on passe à cent voix ! » Le candidat socialiste, maire de Carvin, Philippe Kemel, n'en revient pas lui-même : il vient de battre Marine Le Pen de cent dix-huit voix, dans la 9^e circonscription du Pas-de-Calais. La France entière découvre le visage de cet homme discret de 44 ans, économiste de formation, qui a refusé de débattre avec Marine Le Pen dans l'entre-deux tours. À ses côtés – signe du soutien de l'exécutif mais aussi de l'importance grandissante des élus du littoral sur ceux du bassin minier – se tient le maire de Boulogne-sur-Mer, Frédéric Cuvillier, ministre délégué chargé des Transports, de la Mer et de la Pêche dans le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, élu dès le premier tour dans la 5^e circonscription du Pas-de-Calais.

Rue de Solférino, Martine Aubry pousse un « ouf » de soulagement. Pendant la campagne, la première secrétaire n'a cessé de dénoncer le « match médiatique » entre Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon, préférant vanter les mérites d'un véritable « élu de terrain », Philippe Kemel. Le 31 mai 2012, elle s'est même déplacée à Hénin-Beaumont et à Courrières pour y soutenir son « ami »,

investi par le PS après une primaire houleuse. Pendant la campagne, le candidat du Front de Gauche, Jean-Luc Mélenchon, parachuté dans la région, ne s'est pas privé de dénoncer les « batailles entre seigneurs locaux », les « tricheries diverses » et « la lente décomposition d'un système hégémonique agonisant ». Arrivé troisième le soir du premier tour, l'ex-sénateur socialiste aux accents de tribun a dû abandonner la partie, tout en se disant bien décidé à s'implanter politiquement dans la région. La gauche sort victorieuse de ce « match dans le match », mais à quel prix...

Pour une poignée de voix, Marine Le Pen voit donc la victoire lui échapper, alors que le FN fait entrer deux de ses candidats à l'Assemblée nationale : Marion Le Pen-Maréchal, petite-fille du fondateur du parti, dans le Vaucluse, et l'avocat Gilbert Collard dans le Gard.

Sur le papier, la victoire de la gauche est éclatante. Dans la région, le PS, ses partenaires et les dissidents de gauche comptent vingt-trois sièges sur trente-trois, tandis que la droite n'en conserve que dix, soit un gain net d'un siège pour la gauche par rapport aux précédentes législatives. La circonscription symbolique d'Hénin-Beaumont reste miraculeusement à gauche. Martine Aubry a placé sur orbite des élus censés incarner la féminisation des élus et le renouvellement des générations. Mais il s'agit d'une victoire en trompe l'œil : à Hénin-Beaumont, le parti d'extrême droite remporte 56 % des voix, et même 62 % des suffrages uniquement sur le secteur de Beaumont, un village agricole ! Partout, sur ces « terres historiques » de la gauche, le FN poursuit sa conquête, passant de 25 à 40 % dans bien des communes.

Pour comprendre l'origine du séisme, il faut remonter quelques mois plus tôt.

7 décembre 2011. Notre enquête publiée dans *Les Inrockuptibles* fait l'effet d'une bombe. En même temps que nos confrères du *Point*, nous dévoilons les accusations sur procès-verbal de l'ancien maire d'Hénin-Beaumont Gérard Dalongeville concernant les rouages financiers du Parti socialiste dans le Pas-de-Calais et

INTRODUCTION

les malversations financières dans sa commune¹. Une situation dont il semble en partie responsable, puisque les magistrats du tribunal de Béthune ont décidé de le renvoyer devant leur juridiction pour y répondre de « détournements de fonds publics, usage de faux en écritures privées, favoritisme et corruption ». Le procès devrait avoir lieu en 2013. Dalongeville est un pur produit du système qu'il dénonce aujourd'hui en prenant grand soin de s'exonérer de toute responsabilité personnelle. En février 2012, l'ancien maire d'Hénin-Beaumont publie « sa version » des faits, dans un livre au titre choc publié aux éditions Jacob-Duvernet : *Rose Mafia*².

Devant l'écho médiatique suscité par notre article, la fédération PS du Pas-de-Calais nous poursuit en diffamation. L'auteur de *Rose Mafia* fait également l'objet de poursuites judiciaires. D'un côté, le PS ne peut laisser passer de telles accusations sans réagir, à quelques mois de l'élection présidentielle. Martine Aubry, en personne, conseille à la première secrétaire de la fédération socialiste du Pas-de-Calais, Catherine Génisson, de prendre comme avocat maître Yves Baudelot, un ténor du barreau qui a jadis défendu le parti dans l'affaire Urba. De l'autre, la première secrétaire du PS veut donner un grand coup de balai dans les pratiques clientélistes et se débarrasser de Daniel Percheron et de ses barons. À la demande de Catherine Génisson, la direction du parti lance une commission d'enquête interne sur le fonctionnement de « la fédé », présidée par l'ancien ministre de la Défense Alain Richard.

Lors de notre procès en diffamation, outre Gérard Dalongeville qui confirme ses accusations lancées sur procès-verbal (mais non encore confirmées par l'enquête judiciaire), nous faisons citer de nombreux témoins à la barre : un chef d'entreprise racketté, un ancien élu socialiste « lanceur d'alerte » sur les dérives locales, un jeune élu soucieux de rénover les pratiques politiques et qui s'est fait éjecter par la fédération...

1. Benoît Collombat, David Servenay, « La bombe judiciaire qui menace le PS », *Les Inrockuptibles*, 7 décembre 2012.

2. Gérard Dalongeville, *Rose Mafia*, Paris, Jacob-Duvernet, 2012.

Sollicité par nos soins, Arnaud Montebourg, député de Saône-et-Loire, secrétaire national chargé de la rénovation au PS (pas encore ministre dans le gouvernement Ayrault), accepte aussi de témoigner. Il confirme par écrit avoir été informé « de dysfonctionnements graves et répétés dans la gestion de la Soginorpa, société de gestion des logements miniers, également dans la gestion de la société d'économie mixte Adévia, ainsi que dans la gestion de la Centrale foncière régionale », des structures contrôlées directement ou indirectement par Jean-Pierre Kucheida. Il révèle également s'être appuyé sur l'article 40 du Code de procédure pénale pour dénoncer au procureur de Lille des infractions qui intéresseraient les enquêtes en cours.

Le 9 mai 2012, quatre jours après l'élection de François Hollande à l'Élysée, la fédé obtient « moralement » gain de cause : le tribunal condamne *Les Inrockuptibles* à un euro de dommages et intérêts, et à quatre mille euros de frais de justice¹. Le jugement est immédiatement mis sur le site Internet de la fédé, et même envoyé à certains de nos témoins, si d'aventure ils n'avaient toujours pas compris de quel côté il fallait se ranger.

Le 21 mai 2012, Jean-Pierre Kucheida, ardemment soutenu par la première secrétaire de la fédération, écrit aux militants de sa circonscription. Il s'insurge contre le fait que le PS ne lui ait pas accordé son investiture, tout en présentant notre enquête comme faisant partie d'une « campagne politico-médiatique » organisée contre lui. Inutile de préciser que nous n'avons participé à aucun complot « anti-Kucheida » (qui ne nous a pas poursuivis) mais simplement exercé notre métier de journaliste. Nous avons enquêté sur « les affaires » de la gauche, comme nous l'avons déjà fait, à de multiples occasions dans nos médias respectifs, sur les turpitudes de la droite.

1. Le tribunal retient que, même si la Fédération n'était pas directement visée par les propos diffamatoires qui, de fait, ne visaient que des personnes qui n'ont pas estimé utile d'engager une action de leur côté, l'ensemble rejaillirait sur la Fédération. Et il aurait appartenu, selon le tribunal, aux journalistes, d'interroger la présidente de la Fédération, pour pouvoir établir leur bonne foi.

INTRODUCTION

Par ailleurs, le journal qui publie notre enquête ne passe pas pour être particulièrement hostile au PS, c'est le moins que l'on puisse dire. Le banquier d'affaires Matthieu Pigasse, propriétaire des *Inrocks*, est un proche des socialistes, en général, et de Dominique Strauss-Kahn, en particulier. Une situation qui va se retourner contre nous.

Malgré notre insistance auprès de sa direction, le journal ne souhaite pas faire appel du jugement. Ce que nous ne pouvons faire nous-mêmes, puisque nous avons bénéficié d'un vice de procédure qui nous « sort » de l'affaire. Le président-directeur général des *Inrockuptibles*, David Kessler, nous affirme, la main sur le cœur, qu'il nous soutient à 200 %, mais qu'il ne veut pas prendre le risque financier d'un appel. Trop cher en frais d'avocats. Le lendemain de cette discussion, nous apprenons sa nomination comme conseiller à la culture et aux médias à l'Élysée, auprès du nouveau président socialiste François Hollande¹. Le message est clair : plus de vagues autour de cette affaire. En dénonçant les dysfonctionnements de la fédération socialiste du Pas-de-Calais, nous avons, peut-être, eu le tort d'avoir raison un peu trop tôt. Ce livre est une façon de dérouler le fil de cette histoire et de poursuivre notre enquête de façon encore plus approfondie.

26 juin 2012. Le rapport de la commission d'enquête interne du Parti socialiste est rendu public. Un document de vingt pages au goût d'inachevé mais qui met sérieusement en cause la direction de la fédé, tout en s'attachant à préserver les militants.

Officiellement, l'honneur est sauf : il n'y a pas de « système de corruption » au sein du PS du Pas-de-Calais, estime la commission d'enquête. Une fois cette « accusation choc » écartée, le rapport constate tout de même que « beaucoup de sections ont

1. En juillet 2012, la journaliste Audrey Pulvar – compagne du ministre socialiste du Redressement productif, Arnaud Montebourg – a été nommée (avec Arnaud Aubron) à la tête de la direction générale des *Inrockuptibles*. Audrey Pulvar, « Il est hors de question que *Les Inrocks* deviennent une annexe du PS », AFP, interview, 16 juillet 2012.

conservé des habitudes de gestion financière issues de la période antérieure aux lois sur le financement politique». Plus grave : «Le trésorier fédéral [Laurent Duporge] a déclaré à la commission, comme constituant une évidence, que “la fédération ne contrôle pas les comptes des sections”.» Des sections qui ont souvent plusieurs comptes bancaires. Mais, là encore, la situation est limpide, car «ces sections n’ont pas bénéficié de financements provenant d’autres sources que les cotisations d’adhérents, les contributions d’élus et le produit des événements festifs qu’elles organisent». Donc, à l’échelon des sections également, conclut le rapport, l’accusation de «système de corruption» se révèle infondée.

Derrière ce tableau immaculé se niche pourtant un écueil de taille : le «cas particulier de la section de Liévin», la plus importante de la fédération, qui avait pour habitude de demander à ses élus de payer la moitié de leur cotisation en espèces et non en chèque ou par virement ! «Ce mode de versement de contributions de parti est évidemment inhabituel et entraîne inévitablement des doutes sur la régularité des comptes de la section», note la commission d’enquête qui juge «peu convaincantes» les justifications fournies à ce sujet.

La commission d’enquête découvre également avec stupéfaction l’existence, au sein de la section de Liévin, d’«une réserve financière de 120 000 euros détenue en compte sur livret et en parts de Sicav». «Une précaution en cas d’événements défavorables», explique la fédé. «Ce raisonnement, né sans doute dans la concertation entre un petit nombre de responsables, ne tient aucun compte des règles actuelles de financement de l’activité politique», commentent les auteurs du rapport, qui exigent la suppression de cette réserve financière. Bien consciente du caractère illégal de ce fonctionnement, la commission d’enquête interne n’exclut pas que des poursuites judiciaires puissent être engagées à ce sujet : «Même s’il n’apparaît pas, à ce stade, d’indices de financement d’origine suspecte, cette manière d’agir est susceptible, du fait du maniement de sommes importantes en espèces et de l’apparente inutilité de cette pratique pour le financement de l’activité politique légale, de déclencher des

investigations de la part de l'autorité judiciaire.» Autrement dit, le rapport de la commission Richard coupe une branche pourrie (la section de Liévin) pour mieux sauver l'arbre de la fédé. Même Martine Aubry dément l'existence d'un «système» du Pas-de-Calais «dans lequel tous les socialistes auraient des problèmes».

Conséquence immédiate de la publication du rapport : le bureau national du PS décide de mettre sous tutelle la direction de la fédération du Pas-de-Calais. Un cinglant désaveu pour la première secrétaire, Catherine Génisson, le trésorier de la fédé, Laurent Duporge (également vice-président de la section liévine), mais aussi pour Daniel Percheron... secrétaire de la section de Liévin ! Dans un communiqué publié le 27 juin 2012, Catherine Génisson «acte la décision du bureau national du PS», tout en réaffirmant son soutien à Jean-Pierre Kucheida. Une position d'équilibriste, plutôt inconfortable.

Les barons ont bien senti que les fondations du «système» sont en train de bouger au pays des terrils. «Les militants ne supportent plus les pratiques de la fédé, nous confie un ancien compagnon de route de Jacques Mellick. Mais ils n'osent pas le dire, parce que les barons sont toujours là, puissants. Au conseil fédéral, tout le monde se tait. Mais quand vous écoutez ce qui se dit, en dehors, il y a un mouvement de contestation assez profond. Il y a une chape de plomb qui est en train de se soulever. Une nouvelle génération d'élus n'accepte plus les pratiques du passé. Ils veulent une véritable vie démocratique, où tout n'est pas décidé à l'avance, où l'on ne gère pas des carrières.» Fidèle à lui-même, Daniel Percheron affiche un calme olympien, en faisant mine de ne pas voir que le tapis politique se dérobe sous ses pieds. Un changement d'époque ? «C'est ce qui vous convient dans le roman que vous avez à écrire, lance le président du conseil régional à un journaliste de *La Voix du Nord*. Mais la vérité, c'est tout le contraire, c'est la continuité. Prenez Philippe Kemel, militant qui a attendu tant d'années.» On se rassure comme on peut, car nul n'ignore dans le bassin minier que les enquêteurs tentent désormais de remonter la piste de l'argent du parti.

Au total, cinq enquêtes préliminaires sont en cours, ouvertes par les parquets de Douai et de Lille, suite aux différents rapports de la Chambre régionale des comptes et aux accusations de Gérard Dalongeville. Les policiers de la brigade financière cherchent notamment à savoir comment le PS a pu bénéficier d'un possible financement occulte, en particulier *via* les procédures d'allocation de marchés publics. Une tâche longue et ardue. L'état judiciaire paraît se resserrer sur le maire de Liévin, qui clame son innocence : « Il n'y a strictement rien dans aucun domaine que ce soit. J'ai ma conscience pour moi. » Le temps judiciaire, plus long par nature que le temps médiatique, finira bien par livrer sa vérité.

Avec ce livre, nous avons voulu prendre le temps nécessaire pour remonter à l'origine du mouvement de plaques tectoniques ayant abouti à ce séisme politique. Le PS a-t-il réellement « fait le ménage » parmi les caciques locaux ? Le FN va-t-il s'imposer lors des prochaines municipales et s'enraciner durablement dans cette terre de gauche ? Autant de questions qui vont redessiner la carte du paysage politique, à l'heure où une partie de la droite française se lance dans une surenchère dans les thématiques d'extrême droite. Parfois, il arrive que certains tremblements de terre provoquent des répliques inattendues... et incontrôlables.

Table des matières

<i>Introduction</i>	9
1. Daniel Percheron, le duc du Pas-de-Calais	19
Un homme de l'ombre pour Mitterrand	20
Urba, la pompe à finances aux mains des hommes du Nord	23
Une vénération de l'appareil politique	27
Quand Daniel Percheron frappait à la porte des communistes	30
Un « vrai stratège », obsédé par le contrôle de l'information.	32
Le bal des trahisons	35
Une machine de guerre électorale	38
2. Jean-Pierre Kucheida, le baron de Liévin.	41
Poker menteur autour d'une lettre d'Arnaud Montebourg	43
Quand Kucheida « flambe » dans les grands restaurants	46
La cagnotte de Liévin	50
« Rien n'est trop beau pour la classe ouvrière »	52
Kucheida, « Tintin reporter » de la fédé.	55
Quand Kucheida se fait l'avocat de Bouygues et de Total	57
JPK, PDG du logement minier	61

L'enquête enterrée sur le logement minier	65
Kucheida épingle pour des travaux dans sa commune . .	68
3. Jacques Mellick, le baron de Béthune	71
Dans l'affaire OM-VA : le PS plie face à la fédé.	72
« Si on l'emmerde, Mellick fait tout sauter ! »	75
Une ligne directe pour les électeurs : « Allô, Jacques ? » .	79
Quand Mellick se rêve en « Robin des bois » urbain . .	81
Distribution de billets dans les cages d'immeubles HLM	83
Jacques Mellick fils, « ami personnel de DSK »	86
« J'ai des équipes à moi qui commencent à foutre le bordel ! »	90
Le malaise d'un officier de gendarmerie.	92
Interdiction d'évoquer la piste politique devant le tribunal	94
« Mellick ne supportait pas qu'on lui résiste ! »	96
Un préjudice de plusieurs dizaines de milliers d'euros pour Béthune	99
Mellick fustige « un PS des cadres » coupé du peuple	102
4. Gérard Dalongeville, le chevalier noir d'Hénin-Beaumont	107
13 000 euros en grosses coupures	109
Une société d'économie mixte au cœur du « système »	111
Un jeune loup coopté par la fédé.	113
Un élu initié au Grand Orient ?	116
« On ne rembourse pas un geste commercial »	118
Faut-il protéger le « soldat Dalongeville » ?	123
5. Une grande « famille »	129
Les professionnels du piston	133
Fausse factures et emplois fictifs chez Léo-Lagrange	138
Mauroy : « j'ai un frisson dans le dos »	141
Une « pompe à fric » dans les journaux du PS ?	145
Jean-Marie Alexandre, le « Che » du Pas-de-Calais . .	148

TABLE DES MATIÈRES

6. Les bannis	157
Lienemann: « Faire le ménage dans l'unité »	160
Pierre Ferrari: « C'est une fédération autocratique ».	163
« J'ai été cartée quatre fois »	166
« Certains militants payaient en liquide... »	169
« Pour la fédé, un bon militant tracte et ferme sa gueule »	172
Le bal des repréailles	174
Une caisse noire à Courrières ?	177
 7. Dans les entrailles de la mine	 181
« Une entreprise à finalité politique »	182
« Un petit groupe d'hommes inféodés aux barons »	185
D'étranges achats de terrains sur Hénin-Beaumont	189
Quand un GIE organise une visite en Suède avec une délégation d'élus.	192
« Une ribambelle de comptes »	197
 8. Un pacte avec le diable	 201
Une étude interne tire la sonnette d'alarme dès 2006	203
Kucheida pourrait être poursuivi pénalement, selon le cabinet Ernst & Young	207
L'affaire du Carlton s'invite dans les débats	211
De la mairie de Liévin à la Soginorpa	215
Un « expert » proche de Kucheida employé par la Soginorpa	217
« Est-ce qu'il faut avoir un curriculum vitae, avec en haut marqué "PS" ? »	221
 9. Sexe, mensonges et paradis fiscaux :	
la ronde des intermédiaires	227
« Lui casser les jambes et les doigts, le couper en morceaux »	229
Champagne et prostituées pour attirer les clients	232
« Le maire, je le tiens par les couilles »	235

« Il exhibait des liasses de billets »	238
Un chèque de 210 000 euros au Luxembourg	241
Extension du domaine de la corruption	243
Un « système mafieux » ?	247
10. Grand stade et petits arrangements	253
Pierre Mauroy : « Une salle sous la pelouse posera des problèmes d'évacuation »	256
« Textos menaçants » et « dribbles à la Maradona » ...	259
Quand les services techniques font repasser Eiffage en pôle position	263
50 000 euros de factures « DSK » pour une filiale d'Eiffage	268
Des « équipes d'Eiffage » ont-elles « approché une quarantaine d'élus » ?	272
L'intercommunalité, « trou noir de la démocratie locale ».	275
11. Les barons guidant le peuple	277
Plus de mille associations à Liévin	279
« Pour quadriller la population, il faut la connaître » .	282
« Ce sont des petits ayatollahs qui font peur aux gens » .	285
Chantage et « parano »	288
Une famille jugée « indésirable » par le maire de Courrières	292
« Certains élus ne se prennent plus pour Dieu : ils sont Dieu. »	297
12. Des éléphants qui trompent énormément	301
Quand le Pas-de-Calais échappe à l'« opération nettoyage »	302
François Hollande : « Je n'ai pas été alerté »	305
« Assainir... sans se tirer des balles dans le pied ! » ..	308
Des branches pourries, un arbre sain	310
Marine Le Pen : « Nous avons remplacé le Parti communiste »	315

TABLE DES MATIÈRES

«La classe ouvrière n'est plus le cœur du vote de gauche»	317
La note secrète du PS : «Le Nord n'est plus aujourd'hui un bastion socialiste»	320
<i>Épilogue</i>	323